

NOTE

Ceci est un extrait du Rapport mondial sur le déplacement interne (GRID pour ses initiales en anglais) d'IDMC.

EN DÉTAIL

SYRIE

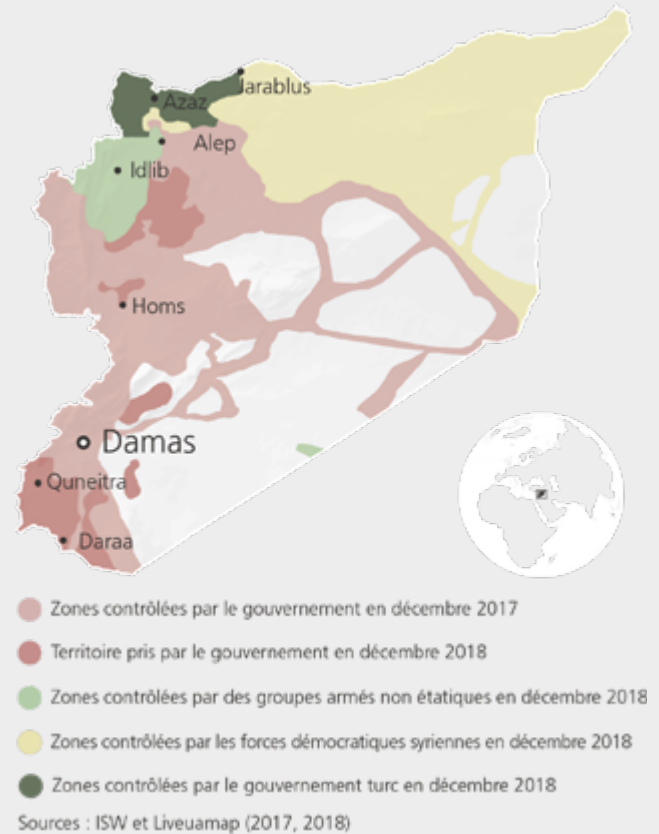
Une année décisive pour le conflit, mais pas pour les personnes déplacées

Le gouvernement syrien a repris le contrôle de vastes territoires en 2018, ce qui en fait une année décisive dans la guerre civile du pays. Des groupes armés non étatiques ont subi de lourdes pertes lorsque le gouvernement et les forces affiliées ont repris les gouvernorats de la Ghouta orientale, de Daraa et de Quneitra, la banlieue sud de Damas et la ville de Homs et ses environs. Seul le gouvernorat d'Idlib demeure entre les mains d'acteurs non étatiques.

Alors que le conflit touche à sa fin, des discussions sur la reconstruction et les retours après le conflit ont commencé. Le gouvernement a adopté une nouvelle loi en avril qui définit les zones de reconstruction dans toute la Syrie. La loi n° 10 donne également aux propriétaires fonciers de ces zones un an pour prouver leurs droits de propriété ou risquer de perdre leurs terres sans indemnisation.⁸⁹ Cette loi a été critiquée pour les obstacles importants au retour qu'elle pourrait créer (cf. En détail - Syrie, p. 96).⁹⁰

L'année a commencé avec l'avancée des forces gouvernementales vers les gouvernorats du nord de Hama et l'ouest d'Alep, dans les zones rurales du nord de Hama et les zones rurales occidentales d'Alep, déclenchant plus de 325 000 nouveaux déplacements en six semaines.⁹¹ Une offensive lancée en février pour reprendre l'enclave assiégée de la Ghouta orientale a duré sept semaines et a provoqué plus de 158 000 nouveaux déplacements entre le 9 mars et le 22 avril.⁹² Environ 66 000 personnes ont été déplacées vers des zones du nord-ouest de la Syrie, notamment à Idlib et à Alep, qui étaient encore sous le contrôle d'acteurs armés non étatiques. Ces zones ont accueilli un grand nombre de combattants déplacés et leurs familles au fil des ans à la suite de cessez-le-feu locaux.⁹³

De violents combats ont également éclaté dans les gouvernorats du sud de Daraa et de Quneitra en juin et juillet, aboutissant à un accord qui a rétabli le contrôle du gouvernement. L'offensive a mené au plus grand événement de la guerre en termes de déplacements.⁹⁴ La campagne d'un mois a provoqué au moins 285 000 nouveaux déplacements, la majorité sur une période de deux semaines seulement.⁹⁵



Un sort similaire semblait attendre le gouvernorat d'Idlib à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre. Le renforcement des forces du gouvernement et des forces affiliées le long de la ligne de conflit dans les gouvernorats au nord de Hama et à l'ouest d'Alep, suivi d'une augmentation des bombardements aériens, a suscité un tollé international et des appels à la retenue. L'ONU, les ONG internationales et les gouvernements du monde entier ont averti qu'une nouvelle escalade entraînerait une catastrophe humanitaire.⁹⁶ La région compte 2,3 millions d'habitants, dont près de la moitié sont des personnes déplacées, qui n'auraient nulle part où fuir parce que la Turquie a fermé sa frontière.

Idlib représente le plus grand groupe de personnes déplacées dans le pays par rapport à la taille de sa population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps, et les déplacements répétés dans le gouvernorat sont courants. Selon les déclarations des organisations d'aide sur le terrain, les familles ont été déplacées en moyenne trois ou quatre fois, et parfois jusqu'à une douzaine de fois.⁹⁷ Bon nombre d'entre elles auraient peut-être décidé de fuir à l'étranger si la Turquie n'avait pas fermé sa frontière. La prolifération des groupes armés a davantage déstabilisé la région, des affrontements occasionnels entre factions et la criminalité ayant perturbé la vie quotidienne et l'acheminement de l'aide humanitaire.

La Turquie et la Russie ont conclu un accord le 17 septembre pour créer une zone démilitarisée d'une largeur de 14 à 19 kilomètres le long de la ligne de

Dégâts, destruction et déplacements importants à Alep.
Crédit photo : UNHCR/Antwan Chnkdji, octobre 2018



contact et s'étendant jusqu'aux zones du nord-est de la région rurale de Lattaquié. La police militaire turque est en poste pour surveiller le respect de l'accord, qui prévoit notamment le retrait de toutes les armes lourdes. Si l'accord a évité une catastrophe humanitaire pour le moment, il n'en reste pas moins que les informations faisant état de violations par toutes les parties sont préoccupantes.⁹⁸ La stabilité initiale qu'il a instaurée doit être renforcée afin de mettre en place une solution plus durable qui protège véritablement les civils d'Idlib.

De nombreuses personnes déplacées qui ont fui leur foyer en 2018 sont depuis retournées dans leurs régions d'origine, notamment dans le sud. Environ 695 000 personnes ont été déclarées comme étant rentrées chez elles en 2018. Reste à savoir toutefois, étant donné l'ampleur des dégâts causés par les combats, l'insécurité persistante et le manque de services de première nécessité et de moyens de subsistance, combien de personnes rentrées ont trouvé des solutions durables. Des personnes déplacées, dont le nombre est inconnu, n'ont pas voulu retourner, préférant attendre de voir quelles seraient leurs conditions de vie dans leurs régions d'origine contrôlées par le gouvernement.⁹⁹

Les habitants du sud qui souhaitent rester chez eux, y compris les anciens combattants, ont reçu l'ordre de « régulariser » leur situation auprès du gouvernement, ce qui implique de se rendre dans un centre d'enregistrement local pour entamer une procédure de réconciliation et se faire amnistier. Reste à savoir ce que cela signifiera pour les nombreuses personnes qui vivaient auparavant dans des zones non contrôlées par le gouvernement,

mais selon certains rapports initiaux, des anciens combattants et d'autres jeunes hommes ont été arrêtés.¹⁰⁰

Des données empiriques laissent à penser que la sécurité s'est quelque peu améliorée dans ces régions. Cependant, des services de première nécessité font toujours défaut, en particulier dans les zones rurales de Daraa et de Quneitra, et les restrictions à l'accès humanitaire entravent la fourniture de l'aide. Le chômage constitue également un problème, en particulier pour les travailleurs peu qualifiés et ceux soupçonnés d'être des militants antigouvernementaux, d'anciens combattants ou d'anciens responsables de groupes armés non étatiques.¹⁰¹ De nombreux fonctionnaires qui ne sont pas directement affiliés à des groupes armés auraient repris leur travail.

Alors que le conflit touche apparemment à sa fin, d'importantes questions subsistent quant à la période qui suivra sa fin. On ne sait pas qui financera la reconstruction des grands centres urbains tels qu'Alep et Raqqa afin que les personnes déplacées puissent y retourner en toute sécurité et dans la dignité.¹⁰² On ne sait pas non plus comment le nord-est de la Syrie et le gouvernorat d'Idlib seront administrés – une situation susceptible de raviver le conflit.

Dans un pays où près de la moitié de la population a été déplacée, la gestion du retour sûr et durable des réfugiés et des déplacés internes constituera un énorme défi. Des pressions devraient être exercées sur le gouvernement syrien pour qu'il règle la crise des déplacements avec des politiques englobantes conformes aux Principes directeurs afin que le pays ne s'embrase pas de nouveau.¹⁰³

| Notes

89. La loi prévoyait à l'origine pour les propriétaires fonciers un délai de 30 jours pour prouver leurs droits de propriété, mais en juin 2018, le gouvernement syrien a prolongé cette période à un an. The Washington Institute, « Assad's Law 10 : Reshaping Syria's Demographics », 17 septembre 2018.
90. Human Rights Watch, « Q&A : Syria's New Property Law, May 29 », 2018.
91. OCHA, « Turkey | Syria : Recent Developments in North-western Syria (Idlib Governorate and Afrin District), as of 13 February », 2018.
92. OCHA, « East Ghouta, Humanitarian Update, Facts and Figures », 22 avril 2018.
93. OCHA, « Syrian Arab Republic : East Ghouta Response to the East Ghouta Crisis in rural Damascus Situation Report No. 3 », avril 2018.
94. NRC, « Intense fighting in southern Syria creates largest displacement since start of war », 6 juillet 2018.
95. OCHA, « Syrian Arab Republic : Dar'a, Quneitra, As-Sweida, Situation Report No.1 », 4 juillet 2018.
96. The Independent, « UN warns of "worst humanitarian disaster" of 21st century as 30,000 flee Syria's Idlib », 10 septembre 2018.
97. Entretiens avec une organisation d'aide sur le terrain, Syrie, 2018
98. The Economist, « Turkey and Russia cut a deal over Syria », 20 septembre 2018.
99. Entretien avec le personnel du NRC en Syrie, 2018.
100. Syria Direct, « Life after reconciliation marred by arrests, broken promises as Syria's southwest returns to government control », 16 octobre 2018.
101. Entretiens avec le personnel du NRC en Syrie, 2018
102. BBC News, « Who will help rebuild the former "capital" of IS? », 22 octobre 2018.
103. Washington Post, « Why Syrian refugees are at risk of a forced return to Syria », 13 février 2019.